

Frankreich – Dienstleistungen von Architektur-, Konstruktions- und Ingenieurbüros und Prüfstellen – Construction des équipements publics de la station touristique de Bairon-.
OJ S 211/2024 29/10/2024
Wettbewerbsbekanntmachung
Dienstleistungen

1. Beschaffer

1.1. Beschaffer

Offizielle Bezeichnung: Conseil Départemental des Ardennes

E-Mail: secretariatSCP@cd08.fr

Rechtsform des Erwerbers: Lokale Gebietskörperschaft

Tätigkeit des öffentlichen Auftraggebers: Allgemeine öffentliche Verwaltung

2. Verfahren

2.1. Verfahren

Titel: Construction des équipements publics de la station touristique de Bairon-.

Beschreibung: La présente consultation concerne un marché de Maîtrise d’Oeuvre en vue du projet de construction des équipements publics de la station touristique de Bairon (08). Les éléments de mission de maîtrise d’oeuvre portent sur une opération de construction neuve de bâtiment au sens de l’article R. 2431-4 du Code de la commande publique. Le concours porte sur l’élément Esquisse (ESQ).

Kennung des Verfahrens: 507a1c71-a508-4cca-b3ca-722e8e1437f5

Interne Kennung: 2024-323-DPI

Verfahrensart: Nichtoffenes Verfahren

2.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 71000000 Dienstleistungen von Architektur-, Konstruktions- und Ingenieurbüros und Prüfstellen

2.1.4. Allgemeine Informationen

Zusätzliche Informationen: Conditions de remises des offres ou des candidatures : Offre dématérialisée sur la plateforme www.xmarches.fr Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents : Dossier remis gratuitement Par téléchargement, sur <https://www.xmarches.fr> VOIES ET DELAIS DE RECOURS : Les recours suivants peuvent être formés devant le juge administratif : - Référé précontractuel : En application des dispositions de l’article L 551-1 du Code de justice administrative (CJA), le juge administratif peut être saisi jusqu’à la signature du contrat. - Référé contractuel : En application des dispositions des articles L 551-13 à L. 551-23 et R551-1 à R551-9 du CJA, le référé contractuel peut être exercé dans un délai de : o 31 jours à compter de la publication de l’avis d’attribution du contrat au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d’acquisition dynamique, à compter de la notification de la conclusion du contrat, o 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d’attribution n’a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n’a été effectuée. - Recours de pleine juridiction : Le recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de l’accomplissement des mesures de publicité appropriées - Recours pour excès de pouvoir : les clauses réglementaires du contrat peuvent être contestées par la voir du recours pour excès

de pouvoir dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Organe chargé des procédures de médiation : Secrétariat CCRA ou CCIRA préfecture de Meurthe et Moselle 1 rue Préfet C. Erignac, 54038 Nancy Cedex, tél. : +33 3-83-24-27-71
Rechtsgrundlage:
Richtlinie 2014/24/EU

2.1.6. Ausschlussgründe

Rein innerstaatliche Ausschlussgründe: A défaut de produire les documents indiqués dans le règlement de la consultation, dans le délai fixé, la candidature du candidat unique ou du groupement sera rejetée. Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

5. Los

5.1. Los: LOT-0001

Titel: Lot unique

Beschreibung: Lot unique

Interne Kennung: 1

5.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 71000000

Dienstleistungen von Architektur-, Konstruktions- und Ingenieurbüros und Prüfstellen

5.1.6. Allgemeine Informationen

Auftragsvergabeprojekt nicht aus EU-Mitteln finanziert

5.1.9. Eignungskriterien

Kriterium:

Art: Eignung zur Berufsausübung

Beschreibung: - Copie de l'inscription à l'ordre français des architectes ou équivalent (ou équivalent pour les candidats non établis en France) pour au moins l'un d'entre eux. - L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de service de même nature que celles objet de la présente consultation. - Le cas échéant, des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ; l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres de l'Union européenne.

Anhand der Kriterien werden die Bewerber ausgewählt, die zur zweiten Phase des Verfahrens eingeladen werden sollen

Kriterium:

Art: Technische und berufliche Leistungsfähigkeit

Beschreibung: Au sens des articles R2142-1, R2142-2 du Code de la commande publique, il est demandé des compétences dans les domaines suivants : ▪ Architecture inscrit au tableau de l'Ordre des Architectes pour les architectes français ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85/384/CEE du 10 juin 1985, ▪ Structure, ▪ Thermique, ▪ Électricité, courants forts et courants faibles, ▪ Sécurité incendie (CSSI), ▪ Économie de la construction, ▪ Acoustique, ▪ Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC), ▪ EXE totale avec

SYNTHESE. Au regard du caractère inclusif du projet, il n'est pas imposé une compétence complémentaire spécifique (ergonome, architecte d'intérieur, design inclusif d'espace, ...), mais le candidat aura la possibilité d'intégrer les compétences qu'il jugera pertinentes pour assurer la conception et le suivi de la réalisation de l'opération. Le candidat pourra également s'adjoindre des compétences en développement durable s'il l'estime nécessaire.

Anhand der Kriterien werden die Bewerber ausgewählt, die zur zweiten Phase des Verfahrens eingeladen werden sollen

Informationen über die zweite Phase eines zweiphasigen Verfahrens:

Mindestzahl der zur zweiten Phase des Verfahrens einzuladenden Bewerber: 3

Höchstzahl der zur zweiten Phase des Verfahrens einzuladenden Bewerber: 3

5.1.10. Zuschlagskriterien

Begründung, warum die Gewichtung der Zuschlagskriterien nicht angegeben wurde: Se reporter au règlement de la consultation

5.1.11. Auftragsunterlagen

Internetadresse der Auftragsunterlagen: <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=33582>

5.1.12. Bedingungen für die Auftragsvergabe

Verfahrensbedingungen:

Voraussichtliches Datum der Absendung der Aufforderungen zur Angebotseinreichung: 27/01/2025

Wettbewerbsbedingungen:

Die Entscheidung der Jury ist für den Erwerber bindend: nein

Jeder Dienstleistungsauftrag im Anschluss an den Wettbewerb wird an einen der Gewinner des Wettbewerbs vergeben

Bedingungen für die Einreichung:

Elektronische Einreichung: Zulässig

Adresse für die Einreichung: <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=33582>

Sprachen, in denen Angebote oder Teilnahmeanträge eingereicht werden können: Französisch

Varianten: Nicht zulässig

5.1.16. Weitere Informationen, Schlichtung und Nachprüfung

Überprüfungsstelle: Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

Informationen über die Überprüfungsfristen: VOIES ET DELAIS DE RECOURS : Les recours suivants peuvent être formés devant le juge administratif : - Référé précontractuel : En application des dispositions de l'article L 551-1 du Code de justice administrative (CJA), le juge administratif peut être saisi jusqu'à la signature du contrat. - Référé contractuel : En application des dispositions des articles L 551-13 à L. 551-23 et R551-1 à R551-9 du CJA, le référé contractuel peut être exercé dans un délai de : o 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, à compter de la notification de la conclusion du contrat, o 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. - Recours de pleine juridiction : Le recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées - Recours pour excès de pouvoir : les clauses réglementaires du contrat peuvent être contestées par la voie du recours pour excès de pouvoir dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

8. Organisationen

8.1. ORG-0001

Offizielle Bezeichnung: Conseil Départemental des Ardennes

Registrierungsnummer: 22080004900011

Postanschrift: Hôtel du Département - CS 20001

Stadt: CHARLEVILLE MEZIERES cedex

Postleitzahl: 08011

Land, Gliederung (NUTS): Ardennes (FRF21)

Land: Frankreich

E-Mail: secretariatSCP@cd08.fr

Telefon: 0324366290

Rollen dieser Organisation:

Beschaffer

8.1. ORG-0002

Offizielle Bezeichnung: Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

Registrierungsnummer: FRF2351036

Postanschrift: 25, rue du Lycée

Stadt: Châlons-en-Champagne

Postleitzahl: 51036

Land, Gliederung (NUTS): Marne (FRF23)

Land: Frankreich

E-Mail: greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Telefon: 0326668687

Rollen dieser Organisation:

Organisation, die weitere Informationen für die Nachprüfungsverfahren bereitstellt

8.1. ORG-0003

Offizielle Bezeichnung: Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne

Registrierungsnummer: FRF2351036

Postanschrift: 25, rue du Lycée

Stadt: Châlons-en-Champagne

Postleitzahl: 51036

Land, Gliederung (NUTS): Marne (FRF23)

Land: Frankreich

E-Mail: greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Telefon: 0326668687

Rollen dieser Organisation:

Überprüfungsstelle

Informationen zur Bekanntmachung

Kennung/Fassung der Bekanntmachung: 85bad6a3-0314-4542-814f-07ff86d146fe - 01

Formulartyp: Wettbewerb

Art der Bekanntmachung: Wettbewerbsbekanntmachung

Unterart der Bekanntmachung: 23

Datum der Übermittlung der Bekanntmachung: 28/10/2024 09:26:13 (UTC+1)

Sprachen, in denen diese Bekanntmachung offiziell verfügbar ist: Französisch

Veröffentlichungsnummer der Bekanntmachung: 655711-2024

ABl. S – Nummer der Ausgabe: 211/2024

Datum der Veröffentlichung: 29/10/2024